

Le commerce de détail de l'habillement en Polynésie française

OBJECTIFS

La présente étude comprend deux volets :

- ☛ La représentation graphique et l'analyse d'une série d'agrégats et de ratios financiers, destinées à permettre à une entreprise du secteur étudié de se situer par rapport aux comportements, aux résultats et à la structure des autres entreprises du même secteur dans la Collectivité,
- ☛ L'élaboration et la présentation –à titre d'information macro-économique- d'un bilan et d'un compte de résultats moyens du secteur étudié, représentatifs du poids de ce secteur dans l'économie locale ainsi que des performances et de la structure moyennes des entreprises qui le composent.

MÉTHODOLOGIE

Les études sectorielles de l'Institut d'émission sur la situation des entreprises sont réalisées à partir d'échantillons représentatifs d'entreprises disposant de documents comptables sur 2 exercices consécutifs (2003 et 2004) enregistrés dans la Centrale des bilans de l'IEOM.

Elles ne concernent que des entreprises constituées en société commerciale à l'exclusion des entreprises individuelles, régies par des règles comptables et fiscales différentes.

Les chiffres utilisés dans cette étude sont des ratios moyens. Un ratio moyen est le rapport de la somme des numérateurs à la somme des dénominateurs, pour toutes les entreprises de l'échantillon. Il constitue donc une moyenne pondérée des ratios individuels de chaque entreprise, qui accorde un poids plus important aux grandes entreprises. Il faut signaler que tous les cas aberrants ou trop particuliers sont éliminés du calcul des ratios.

SYNTHÈSE

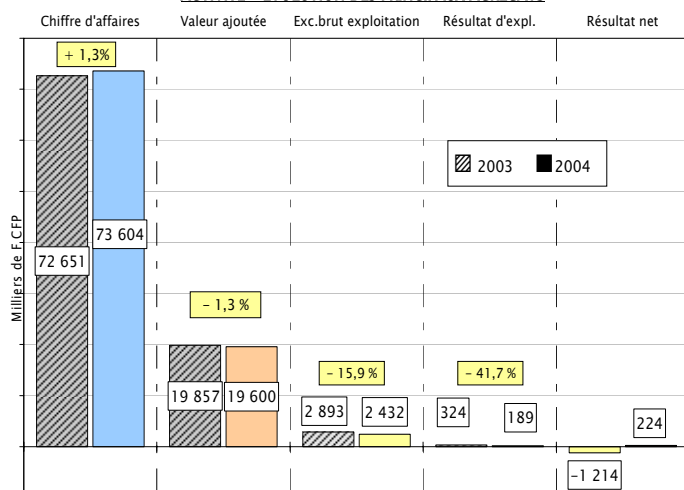
Le commerce de détail de l'habillement (référéncé selon la nomenclature des activités française sous les codes 524A à 524E) totalise 319 entreprises recensées au Répertoire Territorial des Entreprises, dont 103 sociétés et 216 affaires personnelles. L'échantillon retenu selon la méthodologie énoncée, compte 21 entreprises situées en quasi-totalité dans la zone du Grand Papeete.

Le secteur du commerce de détail de l'habillement évolue dans un environnement très concurrentiel. La pression concurrentielle exercée par les grandes surfaces s'est en effet accentuée grâce au large éventail des produits de basse et moyenne gamme proposés par les grands distributeurs dans leurs rayons textiles. Les achats effectués par les résidents hors du territoire ont également affecté les entreprises positionnées dans le haut de gamme. Par ailleurs, l'engouement de la population pour les ventes de vêtements d'occasion de particulier à particulier lors des différents marchés aux puces ou opérations de « vide-greniers » constitue également un pôle de concurrence.

En 2004, l'activité des entreprises de l'échantillon a peu évolué (+ 1,3%) et s'accompagne d'une légère érosion de la marge commerciale (-0,5 point). La relative stabilité du chiffre d'affaires et l'importance des charges d'exploitation, en particulier les charges externes (constituées principalement de loyers) et les frais de personnel (plus de 80% du revenu global) ne permettent plus aux entreprises de l'échantillon de dégager une rentabilité suffisante, d'autant plus que ces affaires ne peuvent réaliser des économies d'échelles à l'instar des hypermarchés. Globalement, les commerçants de l'échantillon étudié équilibrent leurs comptes en 2004 grâce à la hausse des produits exceptionnels.

La structure du bilan se caractérise par la faiblesse des capitaux propres des entreprises, qui est néanmoins largement compensée par des avances en comptes courants d'associés importants. L'ensemble de ces ressources permet une bonne couverture des besoins d'exploitation par le fonds de roulement et limite le recours aux concours bancaires courants. Ainsi, la bonne autonomie financière des entreprises en 2004 permet encore de contrebalancer la faiblesse voire l'absence de rentabilité.

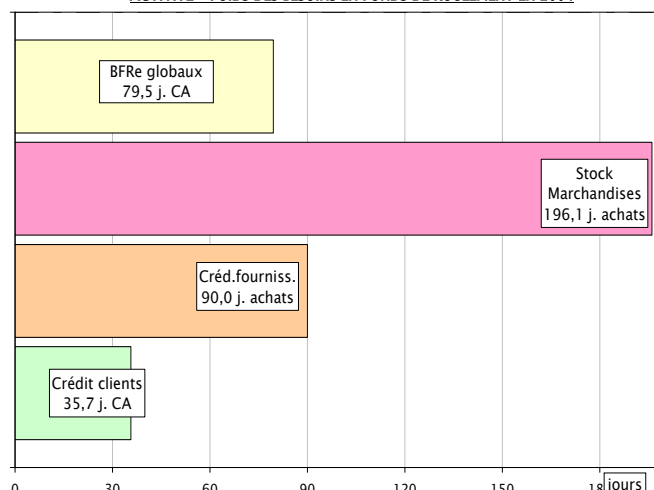
ACTIVITÉ – ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX AGRÉGATS



▲ Alors que leur chiffre d'affaires moyen enregistre une très légère progression de 1,3 % en 2004, les entreprises du commerce de détail de l'habillement ont enregistré une diminution de leur marge commerciale de 0,5 point. Cette baisse s'est accompagnée d'une réduction de l'ensemble des charges d'exploitation, à l'exception de celles relatives au personnel.

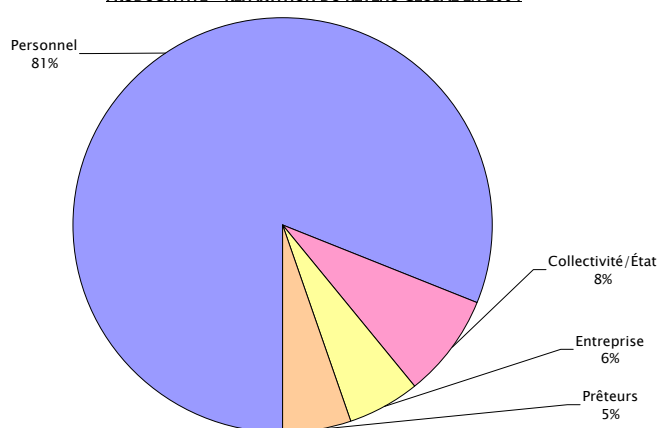
Malgré ces efforts de réduction des charges, les soldes intermédiaires de gestion ressortent en baisse par rapport à 2003. Le repli est particulièrement marqué à partir du résultat d'exploitation (- 41,7%). Le résultat courant avant impôt est de nouveau déficitaire (-0,7 MF contre -0,8 MF en 2003). Le résultat net, déficitaire en 2003 (-1,2 MF), ressort légèrement positif en 2004 (0,2 MF) grâce à des produits exceptionnels.

ACTIVITÉ – POIDS DES BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT EN 2004



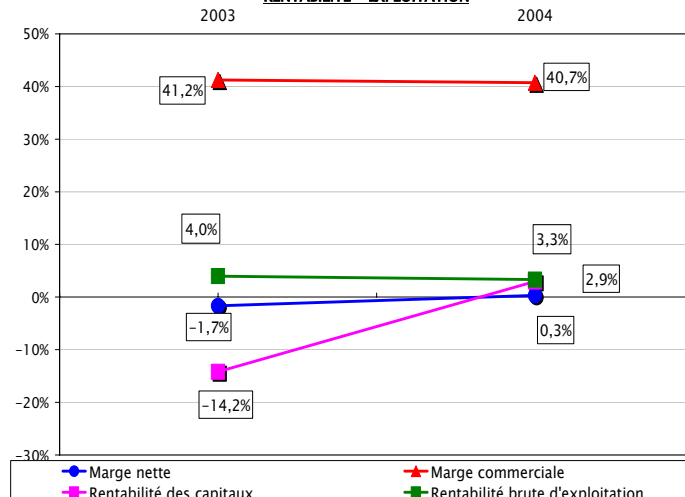
▲ Le Besoin en fonds de roulement d'exploitation des entreprises de l'échantillon, s'établit à 79,5 jours de chiffre d'affaires en 2004, en contraction de 12 jours par rapport à 2003 grâce à la réduction des stocks. Cependant, ces derniers pèsent lourdement sur le besoin en fonds de roulement d'exploitation, avec un délai de rotation de 79 jours de chiffre d'affaires et plus de 6 mois d'approvisionnement. Les stocks sont par ailleurs peu provisionnés alors que leur niveau est élevé. Les crédits clients, en progression de 25%, entraînent un allongement des délais de règlement (35,7 jours de CA en 2004 contre 32,5 jours en 2003). A l'inverse, le délai de règlement des crédits fournisseurs se raccourcit (90 jours d'achats en 2004 contre 93,2 jours en 2003) suite à la réduction des dettes fournisseurs de 7%.

PRODUCTIVITÉ – RÉPARTITION DU REVENU GLOBAL EN 2004



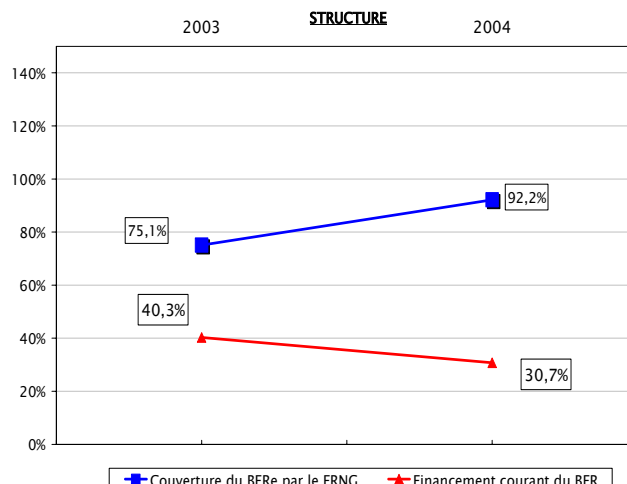
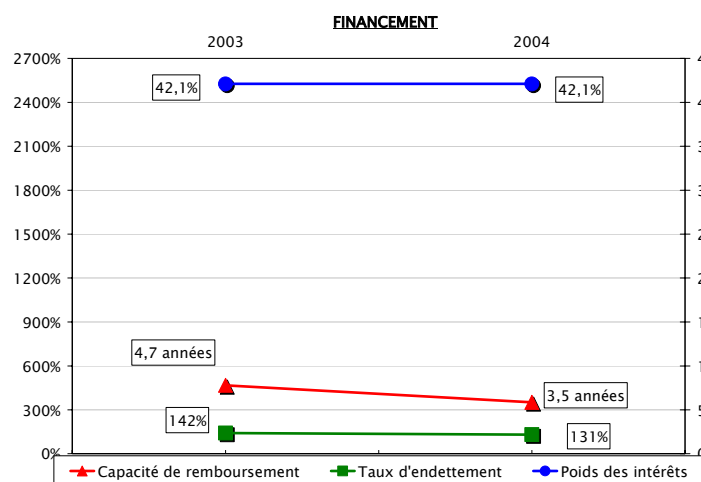
▲ Les frais de personnel constituent le principal poste du revenu global dégagé par les entreprises de l'échantillon en 2004 (plus de 4/5). La part affectée aux trois autres groupes économiques est très faible. Il convient de signaler que les entreprises elles-mêmes ont reçu une part inférieure à celle des collectivités (respectivement 6% et 8%).

RENTABILITÉ – EXPLOITATION



▲ En dépit de marges commerciales satisfaisantes (41%), les entreprises étudiées dégagent de faibles taux de rentabilité qui sont liées au poids important de leurs charges d'exploitation. Ainsi, les charges externes (dont les loyers) et les charges de personnel absorbent respectivement 39% et 49% de la marge commerciale réalisée.

Compte tenu d'une légère hausse des charges de personnel (+1%), la rentabilité brute d'exploitation dégagée, en diminution par rapport à 2003, ne s'établit qu'à 3,3% en 2004 contre 4% en 2003. La marge nette et la rentabilité des capitaux s'améliorent légèrement grâce aux produits exceptionnels.



▲ Le taux d'endettement des entreprises étudiées s'établit en baisse, à 131% en 2004 contre 142% en 2003. Alors que l'endettement bancaire a globalement diminué de 18% en 2004, ce taux qui reste très élevé, s'explique principalement par la faiblesse des capitaux propres des entreprises de l'échantillon. Le moindre recours aux concours bancaires courants (-33%), qui représentent la moitié de l'endettement bancaire, est à l'origine de cette évolution favorable. L'endettement bancaire à terme progresse quant à lui de 7% sur la période. La capacité de remboursement s'améliore également grâce à l'augmentation de la CAF. Elle atteint 3,5 années en 2004 contre 4,7 années en 2003. Enfin, les frais financiers sont restés stables par rapport à l'EBE (42,1%).

▲ Le taux de couverture du besoin en fonds de roulement d'exploitation par l'excédent de capitaux permanents s'améliore en 2004 grâce d'une part, à la diminution des besoins d'exploitation (-13%) engendrée par la réduction des stocks et, d'autre part, par l'accroissement du FRNG résultant de la baisse du niveau des immobilisations brutes (-6%).

Le ratio de financement courant du BFR s'établit à 30,7% en 2004, en recul de 10 points, et traduit également l'amélioration de la trésorerie.

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION DES PRINCIPAUX AGRÉGATS ET RATIOS

Valeur ajoutée (VA) =	Marge commerciale + Production de l'exercice - Consommation en prov.tiers	Indicateur du poids économique de l'entreprise, mesurant la création de valeur apportée par celle-ci.
Excédent brut d'exploitation (EBE) =	VA + Subventions d'exploit. - Impôts et taxes - Salaires et charges sociales	Indicateur de la performance industrielle et commerciale de l'entreprise, qui représente la valeur apportée par le capital économique.
Résultat net comptable =	Somme algébrique de tous les produits et de toutes les charges.	
Besoins en fonds de roulement (BFR) =	Actifs d'exploitation - Dettes d'exploit.	Besoins liés au cycle d'exploitation (mesurés en nombre de jours) issus des décalages entre flux physiques et flux financiers.
Fonds de roulement net global (FRNG) =	Capitaux propres + Amort.et prov. + Dettes financières - Actif immobilisé	Différence entre les ressources stables et les emplois stables.
Revenu global (ou Revenus répartis) =	VA + Autres produits et charges d'exploit. + Résultats hors exploit.	Surplus total de richesses créées par l'entreprise, réparti entre les divers partenaires de l'entreprise.
Taux de marge commerciale =	$\frac{\text{Marge commerciale}}{\text{Vente marchandises}}$	Résultat de l'activité de négoce.
Rentabilité brute d'exploitation =	$\frac{\text{EBE}}{\text{CA}}$	Indicateur significatif de la performance industrielle de l'entreprise et de sa capacité bénéficiaire.
Marge nette =	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{CA}}$	Résultat dégagé pour 100 de chiffre d'affaires.
Rentabilité des capitaux =	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{Fonds propres nets}}$	Mesure de l'aptitude de l'entreprise à renforcer et à rémunérer ses fonds propres. Il doit être aussi élevé que possible.
Capacité de remboursement =	$\frac{\text{Endettement à terme}}{\text{Capacité d'autofinancement}}$	Valeur-limite souvent fixée par les banquiers à 3,5.
Taux d'endettement =	$\frac{\text{Endettement}}{\text{Capitaux propres}}$	Mesure de l'indépendance financière de l'entreprise.
Poids des intérêts =	$\frac{\text{Intérêts}}{\text{EBE}}$	Part du profit global que l'entreprise doit consacrer à la rémunération des capitaux empruntés.
Couverture BFR/FRNG =	$\frac{\text{FRNG}}{\text{BFR}}$	Financement du BFR par le FRNG, comblé par des crédits banc. courants.
Financement courant des BFR =	$\frac{\text{Concours bancaires courants}}{\text{BFR}}$	Mode de financement des besoins issus du cycle d'exploitation.

AGENCE DE PAPEETE
Janvier 2005

BILAN FONCTIONNEL ET COMPTE DE RÉSULTATS MOYENS

BILAN FONCTIONNEL MOYEN (milliers FCFP)	2003	2004	Variation
Fonds propres nets	8 549	7 609	- 11,0 %
+ Comptes courants associés	16 273	16 096	- 1,1 %
+ Endettements bancaires	4 610	4 941	+ 7,2 %
+ Amortissements et provisions	13 326	13 327	+ 0,0 %
- Immobilisations brutes	28 762	27 000	- 6,1 %
= FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL	13 996	14 973	+ 7,0 %
Stocks et en cours	24 575	21 628	- 12,0 %
+ Créances clients	5 501	6 868	+ 24,9 %
- Dettes fournisseurs	10 046	9 316	- 7,3 %
- Dettes fiscales et sociales	2 868	3 299	+ 15,0 %
+ Solde autres créances et dettes d'exploit.	1 479	367	- 75,2 %
= BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPL.	18 641	16 248	- 12,8 %
+ Besoins en fonds de roulement hors expl.	-496	101	- 120,4 %
= BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT	18 145	16 349	- 9,9 %
Disponibilités	3 359	3 619	+ 7,7 %
- Crédits bancaires courants	7 509	4 995	- 33,5 %
= TRÉSORERIE	-4 150	-1 376	- 66,8 %

Source : Centrale des bilans de l'IEOM

RÉSULTATS MOYENS (en milliers de FCFP)	2003	2004	Variation
CHIFFRE D'AFFAIRES	72 651	73 604	+ 1,3 %
Marge commerciale	29 968	29 972	+ 0,0 %
+ Production de l'exercice	3 853	3 423	- 11,2 %
= PRODUCTION GLOBALE	33 821	33 395	- 1,3 %
- Consommations intermédiaires	13 964	13 795	- 1,2 %
= VALEUR AJOUTÉE	19 857	19 600	- 1,3 %
+ Subventions d'exploitation	222	170	- 23,4 %
- Impôts et taxes	986	984	- 0,2 %
- Charges de personnel	16 200	16 355	+ 1,0 %
= EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	2 893	2 431	- 16,0 %
- Dotations (nettes de reprises)	2 236	1 928	- 13,8 %
+ Autres produits et charges d'expl.	-331	-314	- 5,1 %
- Charges financières nettes	1 173	944	- 19,5 %
= RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	-847	-755	- 10,9 %
+ Produits et charges exceptionnels	158	1 584	+ 902,5 %
- Participation des salariés	47	0	+ 0,0 %
- Impôts sur les bénéfices	478	605	+ 26,6 %
= RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	-1 214	224	- 118,5 %
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	986	1 406	+ 42,6 %

Source : Centrale des bilans de l'IEOM

Étude sectorielle de l'Institut